

OBJECTIFS GLOBAUX ET ENGAGEMENTS FINANCIERS

L'épidémie du VIH/SIDA exige du financement substantiel afin d'étendre et de soutenir la prévention, les soins, le traitement et les programmes de recherche. Le financement doit être fourni par tous secteurs incluant les organismes donateurs, le secteur privé et les gouvernements dont les pays sont affectés par le VIH/SIDA. Il y a eu une série d'engagements internationaux sur le VIH/SIDA reconnaissant que l'ampleur de l'épidémie requiert un partenariat mondial pour intégrer les efforts à tous les niveaux.

UNGASS: En 2001, les 189 membres présents à la Session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida (UNGASS) ont adopté un plan d'action dans la «Déclaration de l'engagement» sur la maladie (Doc.). L'ONU l'a décrit comme un document marquant qui «identifie des objectifs et des cibles basés sur les lois et les principes des droits de l'homme dans quatre secteurs: prévention de nouvelles infections, octroi de soins améliorés, soutien et traitement des personnes infectées et affectés par le VIH/SIDA, réduction de la vulnérabilité, et diminution de l'impact social et économique du VIH/SIDA.» Les deux objectifs de principe fixés pour 2010 sont de réduire le pourcentage des jeunes séropositifs de 25% et de réduire le pourcentage des nouveaux-nés infectés de 50%. L'objectif global pour 2015 est d'inverser la propagation de l'épidémie. Au printemps de 2006, le secrétaire général rapportait des progrès inégaux dans la poursuite de ces objectifs. Certains pays, notait-on, «ont atteint des objectifs clés et des étapes importantes» mais beaucoup d'autres «n'ont pas rempli» leurs engagements.

3x5: En 2003, l'ONUSIDA et l'Organisation mondiale de la santé avaient fixé l'ambitieux objectif de permettre l'accès au traitement à 3 millions de personnes dans le monde en voie de développement en 2005. L'initiative 3x5 n'a pas atteint cet objectif; cependant, au sommet mondial de l'ONU en 2005, un nouveau et bien plus ambitieux plan de mise en exécution a été établi. Il y a eu un appel «pour mettre en application un ensemble de mesures pour la prévention du VIH, le traitement et les soins dans le but de se rapprocher le plus possible de l'objectif de l'accès universel au traitement d'ici à 2010 pour tous ceux qui en ont besoin».

Le financement de la réponse au VIH/SIDA – mobiliser les fonds pour atteindre les objectifs décrits ci-dessus – est apparu comme l'un des plus grands défis du monde. Souvent, les pays les plus affectés ont les plus petites ressources. En conséquence, le rôle de l'aide des donateurs internationaux dans les pays à faible et moyen revenus est critique. Les analyses de l'ONUSIDA et d'autres groupes indiquent qu'il existe un fossé significatif entre les ressources nécessaires et les fonds disponibles. Des besoins en financement pour le VIH/SIDA devraient augmenter avec le temps, atteignant les 15 milliards de dollars US en 2006 et plus de 20 milliards en 2008. Même si les ressources actuelles des donateurs internationaux et des gouvernements locaux devaient doubler dans les prochaines années, le fossé entre ce qui est offert et ce qui est nécessaire demeurerait.

Le financement pour le VIH/SIDA dans les pays à faibles et moyens revenus est fourni par les quatre grandes sources décrites ci-dessous:

Gouvernements donateurs: les gouvernements donateurs fournissent pratiquement toute l'aide planétaire pour le VIH/SIDA. Les fonds sont versés directement par un gouvernement à un pays via son gouvernement, une organisation non gouvernementale (ONG) ou une autre entité. Le gouvernement donateur peut également verser ses contributions aux organisations multilatérales. Le gros de l'aide des donateurs provient des membres du G-8 (Groupe des huit pays les plus industrialisés) qui comprend le Canada, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, la Russie, le Royaume Uni et les Etats-Unis. La Commission européenne est un donateur significatif dans la bataille contre le VIH/SIDA.

Organisations multilatérales: les organisations multilatérales fournissent des ressources importantes pour combattre le VIH/SIDA. Elles reçoivent leur fonds principalement des gouvernements mais elles peuvent également en obtenir des organismes privés et des individus. Les principales organisations multilatérales dans le combat contre le VIH/SIDA sont: le Fonds mondial créé en 2001 qui est un partenariat indépendant public-privé; la Banque mondiale, qui soutient les efforts de lutte contre le SIDA depuis 1986; et de nombreuses entités au sein des Nations Unies dont les activités sont coordonnées par l'ONUSIDA.

Secteur privé: le secteur privé comprend des fondations, sociétés, ONG internationales et particuliers. Ensemble, ils représentent une importante source de financement de la lutte contre le VIH/SIDA, agissant souvent dans le pilotage des stratégies nouvelles et innovatrices, améliorant celles qui existent déjà et créant des partenariats dans le secteur privé. L'appui peut également se présenter sous forme de produits non monétaires comme les baisses des prix des médicaments pour le SIDA et des contributions en nature.

Ressources locales: les dépenses des gouvernements et des individus dans les pays affectés représentent une partie importante de la réaction face au VIH/SIDA. L'ampleur de l'appui des gouvernements nationaux varie considérablement et dépend du revenu, de la dette, de la disponibilité des ressources externes et la volonté politique.

RÉFÉRENCES ET SOURCES

Open Society Institute. *HIV/AIDS Monitoring* (2006), www.soros.org/initiatives/health/focus/phw/programs/hiv_aids. Consulté en juin 2006.

Declaration of Commitment on HIV/AIDS Adopted by the General Assembly (2001), www.un.org/ga/aids/coverage/FinalDeclarationHIVAIDS.html. Consulté en 2006.

Kates, Jennifer. "Funding for Global HIV/AIDS by Major Donor Governments." *Global AIDSLink* (2005). www.kff.org/hivaids/upload/hiv110805oth.pdf. Consulté en 2006.

Kates, Jennifer. "Financing the Response to AIDS in Low and Middle Income Countries: Funding for HIV/AIDS from the G7 and the European Commission." *Kaiser Family Foundation* (2005), www.kff.org/hivaids/upload/Financing-the-Response-to-HIV-AIDS-in-Low-and-Middle-Income-Countries-Funding-for-HIV-AIDS-from-the-G7-and-the-European-Commission-Report.pdf. Consulté en 2006.

Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (June 2001), www.ohchr.org/english/issues/hiv/ungass.htm. Consulté en 2006.

UNAIDS. *Press Release: Finding Practical Solutions to Scaling Up Access to HIV Prevention and Treatment*. January 10, 2006, www.data.unaids.org/Media/PressReleases03/PR_UnivAccess_10jan06_en.pdf?preview=true. Consulté en 2006.

UNAIDS. *Report on the Global AIDS Epidemic* (2006), www.unaids.org/en/HIV_data/2006GlobalReport/default.asp. Consulté en 2006.